

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

**SOCIÉTÉ DENTAIRE**  
12, RUE DE LILLE  
ROUBAIX  
(Tél. 64.85)  
BUREAU: 110, COURS DE  
L'UNION NATIONALE  
LA SOCIÉTÉ DENTAIRE  
peut vous offrir, à des  
prix très réduits, tous  
les dentiers "modernes"  
de l'Art Dentaire  
Remplacements gratuits.  
Ouvert tous les jours  
de 9 à 20 heures

**BUREAUX**  
ROUBAIX. - 68-71, Grande-  
Rue. Tél. 327.32, 327.33 et  
327.34.  
TOURCOING. - 22, rue  
Carnot. Tél. 37.  
LILLE. - 3, rue Faidherbe  
Tél. 339.51.  
PARIS. - 28, boulevard  
Poissonnière. Tél. Pro-  
vence. 71.24.  
MOUSCRON. - 105, rue de  
la Station. Tél. 544.  
**ANCIENS DIRECTEURS:**  
Jean Reboux  
Alfred Reboux  
Madame Alfred Reboux

## Justice pour la famille

### LA MERE AU FOYER

#### BUDGETS OUVRIERS

L'examen pratique du problème de la présence de la mère au foyer doit commencer par l'étude des budgets ouvriers. C'est l'objet du second article (1) que nous adresse l'Union féminine civique et sociale.

Pour que la mère puisse rester au foyer, il faut que les ressources provenant du travail du père soient suffisantes pour toutes les bouches à nourrir.

Le sont-elles ? Pour se rendre compte des conditions actuelles de vie des travailleurs, l'Union féminine civique et sociale a ouvert une vaste enquête et a étudié (Lire la suite page 3.)

d'une façon méthodique et objective les budgets de dépenses familiaux.

**Documents vivants**  
Parmi les nombreux budgets de dépenses, elle a retenu celui qui est sorti de l'étude faite par un groupe de travailleurs de Roubaix-Tourcoing. Ayant relevé soigneusement et scrupuleusement les dépenses réelles constatées dans de nombreux foyers, ce groupe a établi un budget de dépenses qu'on peut considérer comme incompressibles pour répondre à un minimum de convenance vitale dans un ménage de quatre personnes (père, mère, deux enfants, 11 et 8 ans). Ce n'est pas un budget de misère, ce n'est certainement pas non plus un budget d'aisance.

## LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES

demande au Japon s'il est disposé à entrer en pourparlers avec un nombre restreint de puissances

A Changhaï, les Nippons menacent d'encercler les Chinois Ils se sont emparés, d'autre part, de la capitale du Chansi



LES DÉLÉGUÉS CHINOIS. - Au centre, M. WELLINGTON KOO.

Bruxelles, 6 novembre. - La conférence de Bruxelles a arrêté le texte de la communication qu'elle avait été décidée vendredi d'adresser au Japon. Cette communication sera faite à la fois à Tokio par l'ambassadeur de Belgique et à Bruxelles, à l'ambassadeur du Japon, par le secrétaire général de la conférence.

La conférence a été saisie aussitôt après d'une demande de M. Norman Davis, délégué des Etats-Unis, tendant à la constitution d'un comité peu nombreux, qui aurait pour tâche d'attendre la réponse japonaise.

Après discussion, elle a décidé de tenir une nouvelle séance mardi matin, étant entendu que d'ici là, les délégations examineront entre elles les questions de procédure et notamment la composition du comité qui sera chargé de négocier avec le Japon.

Voici le texte de la communication adressée au gouvernement japonais :

### UN NOUVEAU TIMBRE EN BELGIQUE



Ph. Keystone.

La vignette du nouveau timbre de la croix-rouge contre la tuberculose qui s'ouvrira le 1<sup>er</sup> décembre, est à l'effigie de la petite princesse Joséphine-Charlotte.

## L'Alliance démocratique tend la main aux radicaux

Elle appelle tous les républicains de gouvernement à s'unir au-dessus des rivalités personnelles pour assurer l'union entre les Français

« Dans certaines conjonctures, quel parti refuserait de faire la chaîne pour éteindre l'incendie ? », déclare M. Flandin



M. FABRY PRONONCE SON DISCOURS. - A droite : M. FLANDIN.

Nice, 6 novembre. - La première séance de la deuxième journée du Congrès de l'Alliance démocratique est ouverte à 11 heures, sous la présidence de M. Robert Thomayer, sénateur de la Seine-Inférieure. M. Robert Thomayer rappelle les magnifiques états de service du colonel Fabry, qui va développer son rapport sur la défense nationale. Le nom de Jean Fabry, dit-il, restera associé à celui d'André Maginot.

M. Jean Fabry soutient la thèse que la défense nationale est affaire de gouvernement, notamment de la présidence du Conseil, et développe les arguments pour le commandement unique, en insistant sur le réarmement accéléré de l'Allemagne.

Il constate que le vieil adage : « Il faut avoir l'armée de sa politique » n'est plus vrai. Les combinaisons politiques sont trop fragiles. Comment voulez-vous, dit-il, que l'armée, cette pesante machine, évolue avec assez de souplesse pour suivre cette politique instable, qui fait que l'armée de la veille devient l'adversaire du lendemain ? Il faut donc que les gouvernements s'efforcent, à chaque instant, de réunir les conditions politiques qui tiennent les forces militaires à l'évolution lente en harmonie avec la situation extérieure si variable sur nos frontières.

Le réarmement allemand est apparu et brusquement, aux yeux de nos hommes d'Etat, les frontières du Nord et de l'Est, surtout quand le Rhin a été abandonné, sont redevenues une préoccupation essentielle.

« Les forces du bassin méditerranéen cela signifie l'armée des Alpes, les forces de l'Afrique du Nord et du Levant. Pour que toutes les forces puissent à chaque moment venir s'appliquer sur les frontières du Nord et de l'Est, il faut que les communications de la Méditerranée soient libres et que, sur les Alpes, aucune préoccupation n'existe. On n'a peut-être pas toujours vu combien nos rapports avec l'Italie étaient le baromètre de la défense nationale. Lorsque ces rapports sont bons, les ministres de la Défense nationale n'ont pas de préoccupation sérieuse. Mais que le ciel s'obscurcisse sur les Alpes, l'hypothèque apparaît, des divisions s'immobilisent et quand le baromètre est à la tempête, la

France est amenée à se demander si elle n'aura pas à faire front en même temps sur les différentes frontières.

(Lire la suite page 2.)



M. FLANDIN



M. FRANÇOIS PIÉTRI

### BILLET PARISIEN

## L'idéologie belliqueuse du Congrès socialiste

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 6 NOVEMBRE (Minuit).

Il semble bien que le congrès socialiste ne donnera lieu à aucune surprise. Au cours de sa première journée, ses tendances dominantes se sont exprimées par la bouche de plusieurs orateurs. Or, ces tendances sont celles que nous connaissons. Devant les grands problèmes de l'heure, le parti socialiste n'a pas évolué. Tandis que le parti radical incline peu à peu à rompre avec toute idéologie, la S.F.I.O. s'en tient aux formules surannées de la campagne électorale.

Ce glissement du radicalisme hors des voies marxistes a été constaté par M. Jean Longuet dont l'intervention résume toutes celles qui ont marqué la journée. M. Jean Longuet s'est prononcé pour le maintien des élus socialistes dans le cabinet Chautemps. « Les débats du congrès de Lille, a-t-il dit, nous ont montré qu'un ministère radical homogène ferait une politique très différente de celle que souhaitent les socialistes ».

Cette opinion prévaudra au congrès qui ne vaudra pas prendre la responsabilité de rompre le Front populaire.

Mais la S.F.I.O. tout en accordant un suris au cabinet Chautemps ne se préoccupe guère de lui faciliter la tâche.

Samedi, il a été surtout question de la politique extérieure. Or, sur ce point capital, des critiques sévères ont été formulées à l'égard de M. Yvon Delbos. La non-intervention à l'égard de l'Espagne a été à peine critiquée.

M. Jean Longuet veut que l'on rouvre la frontière pyrénéenne, quels que soient les risques que pourrait entraîner une pareille mesure. Il a été on ne peut plus sévère à l'égard de l'Angleterre à laquelle les socialistes ne pardonnent pas d'avoir pris contact avec le général Franco. En bref, le congrès socialiste a pris dans l'affaire espagnole la position idéologique que la politique de non-intervention nous fait précisément un devoir d'éviter.

Le plus fort, c'est que les socialistes prennent cette position au nom de la paix que la conduite qu'ils préconisent compromettrait irrémédiablement.

La vérité, c'est qu'ils redoutent la défaite du marxisme en Espagne et c'est celui-ci qu'ils voudraient sauver, même si une guerre mondiale devait en résulter.

M. Leroux, ancien président du conseil espagnol, déclarait récemment qu'il faudrait une guerre pour sauver la cause des gouvernements de Valence et de Barcelone. Sans oser voir les choses avec cette terrible netteté, nos socialistes préfèrent encore leur idéologie à la paix.

René ROUSSEAU.

## Le gouvernement de Salamanque accueille favorablement la décision du Comité de Londres



UN GROUPE DE SOLDATS ACCLAME LE GÉNÉRAL ARANDA (à gauche), PRINCIPAL AUTEUR DE LA VICTOIRE DE GIJON. (Ph. Keystone.)

Burgos, 6 novembre. - La décision prise par le Comité de Londres au sujet du retrait des volontaires étrangers a produit la meilleure impression en Espagne nationaliste.

Interrogé par l'envoyé spécial de l'Agence Havas, le sous-chef du cabinet diplomatique du général Franco, a déclaré :

« Le gouvernement de Salamanque, qui n'a jamais refusé le retrait des vo-

lontaires étrangers, a favorablement accueilli la décision du comité de Londres, relative à l'envoi de commissions pour le retrait de ces volontaires.

« Toutefois, les autorités nationalistes insistent pour obtenir que les troupes des dites commissions soient encadrées dans des formes les plus équitables et dans un esprit d'impartialité absolue. »

(Lire la suite page 2.)

### LETTRE DE BRUXELLES

## La nécessité de l'Union nationale

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 6 NOVEMBRE 1937.

D'aucuns se sont demandés pourquoi on ne confiait pas la solution de la crise ministérielle et le pouvoir à un « non parlementaire », comme ce fut le cas pour M. van Zeeland. Le pays ne manque pas d'hommes de premier plan. Plus d'un d'entre eux pourrait constituer et réussir le sauvetage de la nation. On est d'accord sur ce point. Mais dans les conjonctures actuelles, abandonnerait la direction de ses affaires personnelles et consentirait à servir le pays, au risque d'être en butte à toutes les attaques, à toutes les accusations, à toutes les difficultés occultes ou publiques, qui ont assailli et réduit à l'impuissance les hommes qui ont occupé ce pouvoir depuis une dizaine d'années ?

Rappelons seulement les assauts qui ont ébranlé le ministre Poullet-Vander-voerde, le ministre Theunis-Gut et le ministre van Zeeland. Il suffit de se rappeler que, depuis l'armistice, la Belgique a usé ou renversé une douzaine de gouvernements. Une affaire ordinaire ne résisterait point à de tels changements de direction.

En réalité, la puissance de l'esprit de parti est telle en Belgique, qu'un homme qui ne connaît pas cet esprit, ses passions, ses exaltations, ses fureurs, ses rousades, ses petitesse, ses combinaisons, est perdu d'avance s'il s'engage dans les arcanes des groupes, des commissions, des sections, des associations et fédérations, qui font de la politique en Belgique un labyrinthe inextricable.

M. van Zeeland en a fait l'expérience. C'est cela qui fait la confusion politique actuelle. On ne se l'explique pas si l'on croit qu'il y a trois grands partis politiques en Belgique, formant chacun un tout complet, alors que tous les trois sont de véritables mosaïques dont chacune des parties n'est que des morceaux de mosaïque souvent contradictoires.

Et c'est pourquoi, il y a une année dans tous les partis et chez tous les citoyens conscients, pour souhaiter le maintien de l'Union nationale. Sans cette union, le pays court des risques tragiques, parce que toutes les manifestations de la volonté des groupes et sous-groupes, se donneront alors libre carrière en une bataille politique dévorante, où la force, et non plus le bon droit, finira par intervenir, pour assurer le succès d'une coterie plus audacieuse que les autres.

En ce cas, c'est le totalitarisme et la dictature qui entreraient en jeu. C'est ce qui milite, indépendamment d'autres motifs nationaux et internationaux, en faveur du maintien de l'Union nationale.

### LA CRISE MINISTÉRIELLE EN BELGIQUE

## M. Spaak se heurte à de sérieuses difficultés Mais il continue ses pourparlers

BRUXELLES, 6 NOVEMBRE. - A la condition de recevoir avant de partir des lettres des socialistes, les catholiques étaient disposés à entrer dans le ministère Spaak.

A la dernière minute, un différend a surgi entre les deux groupes. Les socialistes estiment que le premier ministre dans la coalition gouvernementale doit rester en dehors des partis. Cependant M. Spaak n'est pas moins socialiste. Il faudrait donc envisager au gouvernement sept socialistes, six catholiques, trois libéraux.

Les catholiques, à 23 h. 45, repoussent encore cette manière de voir et les socialistes ne paraissent décidés à aucune concession.

M. Spaak, qui estime que la difficulté posée, en réalité, beaucoup plus aux membres de son département ministériel que sur leur répartition, a décidé de reprendre dimanche ses conversations.

### UN VIOLON FABRIQUÉ AVEC DES ALLUMETTES



Il n'a pas fallu moins de seize mille allumettes et de six années de travail pour fabriquer ce violon, présenté en concours organisé par le Comité national d'entraide.

## LES INONDATIONS EN SYRIE



UN VILLAGE SYRIEN DES ENVIRONS DE DMEIR, DÉTRUIT AU COURS DU CATASTROPHE QUE NOUS AVONS RELATÉ IL Y A QUELQUES JOURS. (Ph. Keystone.)

(Lire la suite page 2.)